Intégrer la rupture avec l'UE à notre programme : une urgence !

Notre parti ne peut pas se contenter de dire qu'il est pour une Europe des travailleurs. Quand des gens nous demandent : « si vous étiez au pouvoir, vous feriez quoi par rapport à l'UE ? Vous rompriez avec elle ? », nos porte-paroles n'ont rien de précis et concret à répondre. La réponse qui est faite est (au mieux) celle qui est donnée par Galia dans sa tribune dans l'Anticapitaliste : nous appellerions les travailleurs des autres pays à mener ensemble le combat pour une Europe des travailleurs. Oui, mais encore ? Un gouvernement des travailleurs en France se contenterait-il de lancer des appels pour résoudre la question européenne ? Non, il devrait prendre des mesures, et nous devons être capables d'avoir quelques grandes idées sur ces mesures si nous voulons entraîner des travailleurs avec nous.

Associer toute rupture avec l'UE, comme le fait Galia, à une position de « repli national », voire de xénophobie et de racisme, c'est offrir sur un plateau au FN le monopole de la contestation concrète de l'Union européenne. C'est plonger les travailleurs dans la perplexité : il faudrait rompre avec les institutions européennes, mais sans rompre avec l'UE. Les travailleurs de l'UE devraient tous ensemble balayer ces institutions et en construire d'autres. Sauf que personne ne peut croire une seconde que la révolution se fera simultanément dans tous les pays d'Europe, donc il faut acccepter de sortir des abstractions révolutionnaires pour donner des réponses concrètes. Nous devons intégrer la rupture avec l'UE à notre programme de transition. Faire cela, ce n'est pas capituler devant l'extrême droite, ce n'est pas verser dans l'étapisme, c'est simplement admettre qu'un gouvernement des travailleurs devra exercer pleinement sa souveraineté, et donc rompre avec un cadre capitaliste supranational. Il faudra simultanément rompre avec l'UE et chercher à construire d'autres cadres de coopérations avec d'autres gouvernements des travailleurs. Et donc développer un internationalisme ouvrier concret et pragmatique.

Le clivage de classe est frappant sur la question européenne : les bourgeois et les cadres supérieurs soutiennent la construction européenne capitaliste alors que les travailleurs la rejettent. La plus grande partie de la gauche (les sociaux-libéraux mais aussi la majorité des réformistes) ne fait pas écho à ce rejet légitime, et déroule le tapis rouge à l'extrême-droite. Que devons-nous faire dans cette situation ? Nous joindre à la gauche institutionnelle pour dénoncer le « repli sur soi » dont témoignerait ce rejet populaire de l'UE ? Faire la leçon aux travailleurs en les accusant de céder au racisme quand ils rejettent l'UE dans les urnes ? Non, quand la question nous est posée (comme au Royaume-Uni) de savoir si nous voulons ou pas rester dans l'UE, nous devons articuler le rejet de l'UE à notre programme anticapitaliste.

L'UE n'est pas un projet anecdotique pour les bourgeoisies européennes. Ce sont des institutions fondamentales qui sont pour elles déterminantes pour établir un rapport de

force en leur faveur. La crise de ces institutions est un coup dur pour ces bourgeoisies. Elle montre que ces institutions ne sont pas indéboulonnables et qu'il est possible d'imaginer un autre futur. Elle ne résout rien, mais elle ouvre des discussions, permet d'entrevoir un autre avenir que celui de la casse méthodique de nos acquis sociaux.

Gaston Lefranc, le 11 août 2016